Document généré le 16 avr. 2024 15:29

Études internationales

Enrico Berlinguer et la transition vers la transition

John Fraser

Volume 6, numéro 3, 1975

Les partis communistes d'Europe occidentale

URI : https://id.erudit.org/iderudit/700575ar
DOI : https://doi.org/10.7202/700575ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)
1703-7891 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Fraser, J. (1975). Enrico Berlinguer et la transition vers la transition. *Études internationales*, *6*(3), 318–333. https://doi.org/10.7202/700575ar

Tous droits réservés © Études internationales, 1975

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

ENRICO BERLINGUER ET LA TRANSITION VERS LA TRANSITION

John FRASER *

I – LE XIVe CONGRÈS DU PCI ET SON ANALYSE DE LA POLITIQUE ITALIENNE

Le parti communiste italien (PCI) est le parti communiste le plus divers et le plus original de l'Europe occidentale. Sa stratégie de « compromis » est assez significative quant à la théorie marxiste de la lutte de classe et au contraste entre l'État libéral de droit et l'État socialiste de transition, démocratique et formellement égalitaire [1]. Marx fait une critique célèbre contre le « droit égalitaire » comme base suffisante de la justice sociale, et défend l'idée de la reconnaissance de l'inégalité véritable, des mérites individuels. Le « droit égalitaire » est équivalent « à la suppression de l'inégalité, à une injustice », « le droit *égalitaire* reste *toujours* un droit bourgeois qui, ainsi que tout droit, *présuppose l'inégalité* » *comme* « autorité *unique* pour des hommes *divers,* qui, en effet, ne sont ni identiques, ni égaux ». L'État politique empêche cette égalité véritable, reconnaissance sociale de l'inégalité véritable proprement dite. L'État politique, en d'autres termes, n'est point la réalisation concrète d'une égalité formelle, abstraite. L'égalité reste toujours formelle et abstraite, et la mise en vigueur de cette égalité abstraite n'aboutit pas à une condition d'égalité concrète.

Marx nous affirme que le socialisme ne réside pas dans la mise en vigueur des principes abstraits et bourgeois. Cependant, c'est un penseur d'une ironie profonde. L'État socialiste pourrait bien « réaliser » le principe de l'égalité for-

* *Professeur adjoint de science politique à l'Université de Waterloo, Ontario.*

1. Sur le débat théorique et la lutte entre les tendances « historicistes, gramsciennes » et « scientifiques, dellavolpéennes », voir Lucio COLLETTI, « Stato di diritto e sovranità popolare », *Società* XVI, nº 6, novembre–décembre 1960, et Valentino GERRATANA, « Democrazia e stato di diritto », *Società,* XVII, nº 6, novembre–décembre 1961. Voir aussi Danilo ZOLO, *La teoria comunista dell'estinzione dello stato,* Bari : De Donato, 1974 ; Amedeo VIGORELLI, « Filosofia come scienza : Galvano della Volpe e l'auto-critica dello storicismo marxista », *Aut Aut,* nº 142–43, juillet–octobre 1974, et l'analyse de *Rousseau e Marx,* par DELLA VOLPE, faite par Emilio AGAZZI, « Significato e limiti del dellavolpismo nella storia del marxismo italiano », Istituto Feltrinelli, Milano, 23 avril 1974 (inédit).

melle plus profondément que n'importe quelle société bourgeoise. Car, en effet, la démocratie égalitaire devient possible seulement après la suppression des classes. Dans *État et révolution,* Lénine, ne contredit pas Marx en ce qui concerne le droit égalitaire quand il souligne la nécessité de l'accomplissement par le prolétariat des tâches révolutionnaires de la bourgeoisie :

> Dans un régime socialiste, pendant une période déterminée, on conserve non seulement le droit bourgeois mais l'État bourgeois même – sans la bourgeoisie !

Ces conditions provisoires s'exercent comme moyens de transition – ce sont les victimes et aussi les nécessités préalables de l'État révolutionnaire. La légalité socialiste survit, à cet égard, et reconnaît ses origines bourgeoises, en dépit de la polémique léniniste contre le parlementarisme de Kautsky, et contre son refus d'écraser l'État bourgeois. C'est Lénine qui propose à la dictature *politique* du prolétariat de créer dans la sphère économique une dominance du capitalisme d'État. Ce rapport entre les forces et les relations de production nous amène à une théorie de crises asymptotiques dans les sphères de l'économie bourgeoise et de la politique bourgeoise. Pour le prolétariat, la maîtrise des forces de production socialisées, développées au sein du capitalisme, peut être accompagnée – toutefois sans coïncidence exacte – par la maîtrise des principes du droit bourgeois. Voici un renversement du « dualisme » léniniste de la base et de la superstructure. On peut constater que la force de l'analyse communiste actuelle se concentre sur le « laboratoire » des États légaux, constitutionnels, de l'Europe de l'Est. C'est-à-dire, les dirigeants communistes italiens tentent à présent de mettre en relief le *garantismo* (la garantie des normes légales) des États socialistes, plutôt que la poursuite des luttes sociales et politiques entre « réformateurs » et « orthodoxes », intellectuels et prolétaires, et surtout autour de la question du contrôle social et politique de l'économie.

Ce rapport entre la démocratie égalitaire et le socialisme, et la nature de l'égalitarisme limité et formel d'une société socialiste transitoire, a été l'objet d'un débat mené de 1959 à 1962, et qui fut dirigé selon deux orientations principales. D'abord, l'on posait la question de savoir si la souveraineté populaire pourrait se réconcilier avec l'État légal, constitutionnel, et si l'État légal était synonyme du *Reichtstadt* (avant Bismarck). L'école dellavolpéenne qui avait rempli un rôle assez important dans ces débats, posait le problème en fonction de l'opposition traditionnelle entre « l'âme » libérale et kantienne de la démocratie, et « l'âme » radicale et égalitaire de la démocratie rousseauiste. Quant à Della Volpe lui-même, c'était l'esprit démocratique rousseauiste qui paraît être (ou devoir être) celui de l'État démocratique socialiste. Au moins, c'était son opinion dans le contexte de la parution de la première édition de *Rousseau e Marx* en 1956–57.

Cependant, vu que Kant et Rousseau tous les deux considéraient la condition de la société civile comme condition d'aliénation, leur degré d'opposition mutuelle est incertain. La distinction polémique entre démocraties socialiste et

libérale est mise en danger par le rejet unanime, ironique, et de l'État légal et de l'État égalitaire, réalisé (d'après Della Volpe) par Kant et Rousseau. Ces deux modèles d'État son également incapables d'exprimer le principe de l'individualité, sans parler de la possibilité de pouvoir aller au-delà, vers une socialité authentique. En second lieu, le débat trahit le scepticisme concernant l'acceptation inconsciente par Marx de l'égalitarisme rousseauiste. On pourrait étendre la critique de la politique égalitaire – et sans ironie – de la démocratie parlementaire jusqu'à la démocratie soviétique et son expression constitutionnelle (celle de 1936). Si ce n'est pas du tout Marx mais, au contraire, Lénine, qui suggère l'adoption d'un égalitarisme légal, on peut constater que la conception léniniste de la démocratie (et de « l'orthodoxie léniniste ») est tout à fait différente de l'orthodoxie classique marxiste. Le pouvoir de la majorité sur la minorité, et vice versa, sont toutes deux caractéristiques des formes d'État « démocratiques », la première socialiste et la seconde libérale (bourgeoise). Marx, cependant (et aussi Lénine, à vrai dire) reconnaît que la démocratie majoritaire n'est pas la même chose que la souveraineté populaire. Le danger inhérent à la démocratie majoritaire (de même qu'à la démocratie minoritaire) se trouve dans le fait qu'elle peut aboutir à la bureaucratie au lieu de la souveraineté populaire. En pareille circonstance, la souveraineté populaire se servirait, bien qu'indirectement, de la loi comme contrôle de l'usurpation du pouvoir propre à la majorité.

Sans doute Marx et Lénine prévoient tous les deux les difficultés de la transition de l'égalité formelle qui se produit dans l'État démocratique socialiste, et du déplacement vers l'inégalité sociale authentique. C'est Lénine, toutefois, qui s'appuie sur la fonctionalité d'une adaptation du droit bourgeois dans l'État socialiste. Dans le contexte italien, cependant, on doit constater qu'à présent l'État n'est ni un État de droit ni une démocratie égalitaire. Les conditions libérales-démocrates d'une transition vers l'État socialiste n'existent pas. La démocratie libérale a été remplacée, dans les cinquante-trois ans qui viennent de s'écouler, par deux formes différentes d'État d'un seul parti. Berlinguer ne se prononce pas, donc, « pour Kautsky contre Lénine » en préconisant une démocratie parlementaire dans laquelle les « forces ou composantes populaires » auraient pour but l'établissement d'un État de droit légal, mais il propose plutôt un État de droit – sans la bourgeoisie – *avant* la transition vers le socialisme. Kautsky était révolutionnaire mais, de l'avis de Lénine, il n'était pas un révolutionnaire effectif à son époque, au cours de laquelle il fallait absolument digérer les épreuves de la Commune de Paris. À l'époque actuelle, on peut soutenir une autre combinaison des éléments bourgeois et prolétaires dans la société de transition, sans accuser le PCI de devenir un parti social-démocrate, dans le sens péjoratif.

On doit s'occuper en ce moment, cependant, du débat récent à l'intérieur du parti [2], quant à la crise politique italienne (menace d'un coup d'État, sub-

2. Le rapport originaire de Berlinguer a été publié intégralement dans *l'Unità,* 11 décembre 1974, ses conclusions dans *l'Unità,* 16 décembre 1974, et a été discuté au XIV[e] congrès, 18–23 mars 1975.

version officielle, dégénérescence de la DC comme parti de la majorité [3], toujours sans hégémonie authentique) [4] et également à la crise économique (chômage, inflation, émigration, prolétariat externe, ruine de l'agriculture, gaspillage bureaucratique, etc.).

En premier lieu, le succès personnel et politique d'Enrico Berlinguer, secrétaire du parti, a signalé l'heure décisive de son interprétation du « compromis historique ». Les délégués au XIV[e] congrès ont soutenu les thèses classiques de Togliatti – l'indépendance nationale, la prise de pouvoir démocratique et paisible, la lutte de classe devenue lutte de masse sous l'hégémonie du prolétariat, et l'appel unique parmi les partis communistes au compromis historique. L'analyse de Berlinguer appuie sur le caractère démocratique du compromis; ce n'est ni formule, ni accord humiliant avec le « sommet » de la démocratie chrétienne. En effet, c'est plutôt le « changement démocratique », (*svolta democratica*) de 1972, ou la transformation vers la gauche des masses populaires, que la coalition gouvernementale souhaitée par la droite du parti (notamment par Giorgio Amendola). Le changement ou tournant est devenu synonyme et complément explicatif du compromis.

La position « officielle » du parti se lie aussi avec des considérations de court terme – par exemple le refus du compromis maintenu par Fanfani, secrétaire de la DC, et la réaction des invités démocrates-chrétiens contre l'exclusion de la DC portugaise des élections législatives, ce qui pourrait aider aux anti-communistes italiens dans les élections régionales en juin. Cette exclusion – condamnée en principe par Berlinguer – nous fait remarquer que la diversité du monde communiste européen et du parti communiste italien, comme parti de masse plutôt que de cadres, peut devenir une source de faiblesse et d'incohérence autant que d'initiatives dynamiques.

Quant au long terme, l'originalité du « compromis historique » supporte trois interprétations et stratégies. La tendance de droite, d'Amendola (appuyée au congrès par Luciano Lama, secrétaire de l'organisation syndicale CGIL), désire un compromis gouvernemental immédiat. La tendance de gauche, représentée par Pietro Ingrao et par le sceptique Terracini, envisage un processus de long terme pendant lequel la DC subirait une dégénérescence décisive. La gauche penche vers la ligne « autonomiste » du socialiste Lombardi pour un gouvernement de la gauche contre la DC, mais l'autre tendance « autonomiste » des socialistes, celle de Nenni, repousse un accord avec le PCI. La gauche communiste reste donc plutôt silencieuse et sceptique envers le compromis. La ligne dominante

3. Pierre LAROCHE, « Quelques données de la réalité en Italie », *Cahiers du communisme*, n° 7–8 juillet–août 1974, et, du même auteur : « Sur quelques aspects de la crise en Italie », *Cahiers du communisme*, n° 1, janvier 1974.
4. Voir l'analyse par Mario TRONTI, de la DC : « parti de la médiation pure », *Rinascita*, 29 décembre 1974.

de Berlinguer, appuyée par le président du parti, Luigi Longo, et par Paolo Bufalini, le conseiller politique de Berlinguer, constate que tout compromis est difficile et lent. L'argument a été portée à la gauche, toutefois sans concession importante à sa contre-proposition. Évidemment, d'après Berlinguer, la crise est d'un type nouveau, c'est une crise du monde *capitaliste*. Le monde socialiste n'éprouve point cette crise. Toutefois, la transformation de la masse populaire, des couches intermédiaires, serait une opération prolongée, quant au pluralisme politique, au processus démocratique et républicain, et aux craintes populaires en ce qui concerne le socialisme. L'État socialiste lui-même ne saurait pas favoriser un parti ou une idéologie unique. Les forces réactionnaires doivent être dépourvues de leur base de masse, mais en dépit de l'insouciance scandaleuse de Fanfani, même la DC peut offrir un changement d'orientation politique assez fructueux. Le compromis considère l'entrée des communistes dans le gouvernement comme acte décisif, mais son but principal reste celui de construire une nouvelle majorité.

Les arguments principaux de Berlinguer touchent sur la nécessité d'une alliance des trois composantes fondamentales populaires : communiste, socialiste, et catholique. L'entrée des communistes dans le gouvernement serait tout à fait compatible avec le rôle italien (premier, on pourrait ajouter) dans l'OTAN. Il rejette la stratégie actuelle de De Martino, secrétaire du PSI, d'un axe préférentiel PSI–DC. Il rejette également tout contact avec les groupes extra-parlementaires (ci-exclus naturellement le PDUP–*il Manifesto*) à titre culturel autant que politique. Berlinguer soutient le pluralisme politique et l'autonomie culturelle, et il a admis que le compromis paraît plus difficile qu'au début – on doit se préparer à une dure lutte. Bien que le compromis n'ait pas lieu au sommet du système d'État et se manifeste comme conciliation délibérée, Berlinguer a livré une polomique inattendue, âpre et personnelle, contre Fanfani – personnage qui a peut-être pu retenir une initiative surprenante, en considération de la crise à l'intérieur de son parti.

Le PCI, donc, témoigne non seulement de la ligne issue de Togliatti, mais aussi d'une stratégie d'incidence européenne, sinon mondiale. Un parti communiste paisible, minoritaire, reste faible en ce qui concerne l'exercice du pouvoir, à défaut d'une alliance avec les socialistes (selon le cas portugais) ou avec la DC (selon l'analyse italienne du cas chilien). Par contre, c'est évident que l'accord dans le parti sur le « compromis » masque des différences importantes. On se demande si la ligne du parti n'est pas devenue elle-même un compromis entre, d'une part, « changement démocratique » et, d'autre part, « déclin décisif de la DC ». La crise européenne est sans précédent, mais la ligne communiste est classique : en somme, c'est conformément à la « voie nationale » au socialisme et du « dialogue » proposés en 1956. En ce moment, la question principale doit rester la suivante : combien de temps faut-il pour éprouver la stratégie actuelle ? Est-ce que c'est la nature du parti qui a imposé cette solution stratégique plutôt que la situation externe ?

II – LE PCI ET LA LUTTE DE CLASSE

En ce qui concerne la lutte de classe, l'analyse communiste envisage une lutte de masse sous la direction de la classe ouvrière contre la bourgeoisie capitaliste et d'État réactionnaire. Cette acceptation des strates intermédiaires et des composantes ouvrières organisées par les autres partis (socialistes et catholiques,) et par les syndicats (qui jouent un rôle élargi dans la politique italienne) différencie l'analyse communiste de la position, devenue tout à fait inacceptable, de la gauche extra-parlementaire. Par exemple, la *Lotta continua* soutient que le capitalisme italien est divisé en deux « ailes » divergentes – celle de la contradiction dominante, de l'impérialisme américain (accompagné par l'impérialisme-social, hétérogène, de l'URSS), du capital financier, atlantiste, qui envisage un coup d'État, et celle du capitalisme industriel, monopole « démocratique » et « européen » dont le PCI est le représentant le plus progressiste. Le mot d'ordre « le PCI au gouvernement » sert a dévoiler ce complot entre les capitalistes et ses alliés ouvriers, dupes de la « cogestion », et d'approfondir la division à l'intérieur du capital même [5].

Au point de vue du PCI, le seul pays communiste « neutre » qui pourrait leur servir comme modèle est la Yougoslavie. Le délégué fraternel yougoslave, Aleksander Gelickov, a souligné les problèmes d'une telle position incertaine. En revanche, on n'a pu noter que, tout récemment, l'expérience des partis communistes dans un gouvernement mixte en Finlande et en Islande. Tout en étant soupçonneux de l'URSS, le PCI peut en même temps agir conformément à l'intention de la détente brezhnevienne, et de la politique « déidéologisante » de Kirilenko, lui-même chef de la délégation soviétique au congrès. En somme, en ce qui concerne la lutte de classe, ayant rejeté à jamais le gauchisme italien, le parti peut à la fois maintenir la thèse concernant l'unité du capitalisme, et celle de la compatibilité des trois composantes fondamentales de la classe ouvrière avec les couches intermédiaires, sans crainte d'une critique provenant de l'intelligentsia des pays socialistes.

En même temps, il risque de perdre contact avec les socialistes – entre eux les compromettеurs ainsi que les « autonomistes » – moitié à cause de la participation des socialistes dans le *sotto-governo* (ou gouvernement occulte), moitié à cause de la concurrence des deux partis sur le plan électoral. Le PSI ne représente, cependant, aucun danger pour le PCI, qui se sent, par contre, menacé par l'effondrement du système politique et économique bourgeois-populaire. Le PCI essaie surtout d'éviter un mouvement populaire vers la droite suivi par des gouvernements de centre-droite ou de droite – danger plus menaçant que le néo-fascisme subversif, – c'est-à-dire la possibilité d'un néo-fascisme, ou d'une réaction fascisante populaire. Voilà la clef de l'analyse communiste de la lutte de classe, lutte qui pourrait emmener soit au néo-fascisme populaire, soit au fascisme traditionnel autoritaire.

5. Giuliano FERRARA, « La piccola svolta di Lotta continua », *Rinascita*, 17 janvier 1975.

III – LE COMPROMIS HISTORIQUE ET LA POLITIQUE EUROPÉENNE

En ce qui concerne le troisième thème fondamental de la politique communiste italienne, la question de l'avenir de l'Europe occidentale, on trouve toujours un équilibre entre un sentiment d'urgence, et le conseil de Berlinguer d'agir sans hâte et avec des perspectives élargies. En général, ce sont des majorités populaires qui ont établi l'OTAN, le CEE, même les économies mixtes. Les organisations européennes doivent donc être ouvertes aux forces démocratiques. Contre l'avis de La Malfa du PRI, Berlinguer souligne la compatibilité de l'OTAN avec la politique du compromis. En second lieu, l'indépendance et la souveraineté italiennes sont des objectifs principaux du parti. En effet, la stratégie gramscienne du socialisme comme achèvement de la révolution nationale, bourgeoise mais *partielle,* est devenue une force importante et populaire dans le parti. En troisième lieu, Berlinguer a souligné l'importance d'une Europe autonome, ni antiaméricaine ni antisoviétique, mais capable de maintenir un rapport amical avec le Tiers-Monde. Évidemment, il faut une stratégie à long terme pour concilier ces propositions (de l'indépendance nationale, de l'autonomie européenne, et de la démocratisation de la communauté et de l'alliance militaire dans laquelle l'Italie joue actuellement un rôle décisif) qui sont divergentes et même opposées.

IV – LA NATURE DE LA CRISE ITALIENNE

Berlinguer rejette la suggestion que l'Italie soit victime d'une économie arriérée. Tout au contraire, selon l'analyse de Togliatti et d'Amendola, le développement des années soixante démontre les traits typiques, européens, du capitalisme de monopole [6]. De plus, le problème gouvernemental ne provient pas de l'incapacité d'une bureaucratie arriérée, à moitié féodale, comme prétendent les technocrates. La débâcle politique actuelle est due aux survivances fascistes dans l'appareil de l'État (enseignement public, police, armée, justice, etc.), et au gaspillage, à l'absence de réflexion, et même à la subversion, du gouvernement. Par exemple, en ce qui concerne la crise financière, la moitié (cinq milliards de dollars en 1974) du bilan de versements défavorable est attribuable à la ruine de l'agriculture italienne et à l'importation consécutive des produits alimentaires [7].

La DC se trouve dégénérée dans un état de crise tout à fait moderne. Est-ce que le parti communiste doit entreprendre lui-même la « transformation » de la DC ? Berlinguer a énoncé en 1973 que « sans les communistes, rien ne peut changer en Italie ». Mais il déclare aussi que « la DC peut changer » et, en effet, la stratégie du parti vise le dépérissement de la DC plutôt que sa disparition ou

6. G. AMENDOLA, « La classe operaia nel decennio 1961–71 », *Critica marxista,* 11, nº 6, novembre–décembre 1973.
7. Lucas PAVOLINI, « Une réponse a un déséquilibre profond », *La Nouvelle Critique,* nº 77, octobre 1974.

son écrasement. La DC se trouve en présence d'un choix entre un « compromis historique » avec les communistes et une « confrontation historique » avec le bloc de la gauche, y compris les communistes. Le PCI peut maintenir dans tous les cas une position conciliante. Car, l'Italie, malgré le développement contradictoire du capitalisme monopoliste européen, reste un maillon faible dans le système capitaliste, et resterait plus faible comme pays socialiste-révolutionnaire.

Un trait distinctif de l'économie italienne est l'importance non seulement des corporations monopolistes privées, mais aussi des entreprises d'État [8]. Au point de vue de la rationnalité capitaliste l'Italie possède donc des structures économiques d'un type avancé, entre autres des corporations d'État actuellement affaiblies mais susceptibles au contrôle politique d'un régime socialiste. La combinaison, en ce moment, de corruption politique, de surexploitation (chômage, dépopulation, émigration, prolétariat externe, etc.) avec une économie de type *boom* des années soixante, fortement liée à la CEE, recommande des précautions face à la prise du pouvoir. En revanche, même un contrôle exercé par l'État bourgeois comporterait une influence économique d'une portée élargie pour une présence gouvernementale communiste.

V – LA SITUATION DU GOUVERNEMENT MORO, ET LA SOLUTION COMMUNISTE

Au point de vue des luttes sociales, le parti essaie d'attirer les électeurs « progressistes », dont deux millions et demi – non seulement des prolétaires, bien entendu – ont voté en 1974 contre l'abrogation de la loi ayant trait au divorce. Si l'on considérait le néo-fascisme comme un espoir nostalgique d'une partie de la bourgeoisie, ainsi qu'un mouvement de protestation des électeurs « traditionnels » contre la DC, on pourrait estimer que le danger d'un coup d'État vient seulement des terroristes et des criminels. Cette analyse communiste fait souvent l'impression que la lutte de classe consiste de plus en plus en une lutte de masse contre les éléments fascistes dépassés, contre les « politiqueurs » de Rome, contre les provocateurs de la gauche, et contre les abstractions (néanmoins réelles !) – telles que le crime et le monopole. La crise internationale, selon le PCI, doit inspirer un mouvement de masse pour accomplir les tâches de la Résistance. L'on pose, cependant, la question gramscienne d'« hégémonie » : est-ce que le prolétariat devient classe hégémonique avant la prise du pouvoir, ou après ? Voilà en fin de compte la question à laquelle fait face le PCI.

8. Quant à la transformation de l'économie, le PCI a déclaré : « De plus, des éléments socialistes viennent d'être introduits dans le programme économique. Le programme économique devient réel, démocratique, si le secteur public de l'économie cesse d'être le support du secteur privé, la garantie du mécanisme actuel de la formation du profit, s'il protège les besoins de la société entière, propose une solution aux contradictions ouvertes d'aujourd'hui, triomphe des conditions arriérées, élève les conditions de vie des ouvriers et rend effective leur participation à l'élaboration du programme économique », éditorial, *Critica marxista*, 12, nº 5, septembre–octobre 1974, p. 11.

L'analyse de Berlinguer envisage une situation dans laquelle le parti se trouve trop puissant pour qu'il soit vaincu, mais en même temps incapable de réussir une victoire décisive. De plus, le passé politique du PCI démontre une série de projets avortés. On peut citer en exemple l'isolement et l'esprit sectaire de la gauche entre 1917 et 1922, les effets néfastes de la politique du *Komintern* de « fascisme social » (dans la troisième période), le « front » très flou avec les socialistes d'après-guerre, et la faiblesse face à l'activisme en 1968–69 et à la réaction qui le suivit.

Au centre de l'analyse et de la stratégie politique du PCI se trouve le jugement sur le rapport entre les masses traditionnelles et l'État « démocrate-chrétien » et jadis fasciste. Dans les deux cas, l'inertie et la passivité de cette masse à l'égard d'un système dont elle était victime indique le schisme prononcé entre l'État et la société civile. Le « clivage » ne se présente pas tellement à l'intérieur des masses populaires mais plutôt par la séparation entre la vie politique de la classe dominante et celle des classes subalternes. On parle donc d'une non-réussite DC à maintenir une hégémonie déjà acquise ou à portée. La dégénérescence de la DC à l'intérieur de l'État, son incapacité d'organiser des éléments significatifs de la bourgeoisie (conservatrice et réformatrice), et son incertitude – sauf sur le plan d'une opportunisme naïf – quant à son orientation envers ses alliés de droite et de gauche, démontrent une crise de direction morale et intellectuelle.

On propose la solution d'un régime plus parlementaire, avec une maîtrise plus adéquate de l'armée, de la police et des services de sécurité. Il faut décentraliser la bureaucratie, et empêcher la dégénération toujours croissante des partis. Il faut rationaliser les séances du parlement, réduire en fin de compte le nombre des députés, accorder le droit de vote à 18 ans – et limiter le recours au processus de referendum. D'autant plus important serait le « renouvellement et la restauration » et l'État :

> Les partis du gouvernement, et surtout la DC, ont toujours considéré comme un des fondements principaux de leur pouvoir et de leur influence politique un système de « clientélisme » de proportions énormes, ce qui a aussi contribué sensiblement au gaspillage de fonds publics. »

La démoralisation des groupes dominants traditionnels laisse la masse « démocrate-chrétienne » sans direction. Depuis l'activisme de 1968–69, jusqu'à la crise énergétique, le gouvernement révèle son incompétence. Dans de telles circonstances un coup d'État reste un danger toujours menaçant, mais le danger le plus réel surgit de la libre marche en avant des forces dominantes en déroute. On éprouve maintenant une crise conjointe, économique et politique à long terme. Loin de lancer un appel à la prise de pouvoir révolutionnaire,

> ... [la] perspective générale (du PCI) a toujours été, et reste maintenant, de résoudre les problèmes des ouvriers et du pays pour renouveler la société, pour

garantir le développement réglementé de la vie civile selon les méthodes démocratiques et par le moyen de la compréhension et de l'accord de toutes les forces populaires. »

Le socialisme n'est pas un objectif immédiat, bien que des mesures dans « certaines directions et sous certaines conditions de type socialiste » soient possibles. Il faut arriver à un nouvel accord avec le PSI, mais c'est surtout la DC (plutôt que les démocrates-libéraux, le PLI, PRI, et PSDI) qui sert de point de repère pour l'analyse.

On propose la poursuite d'une politique de contrôle des monopoles, de la haute finance et des corporations internationales – à cause de leur incapacité professionnelle et de leur insouciance envers les intérêts nationaux, plutôt qu'en raison de l'exploitation continue du prolétariat. L'élément dominant de la réforme économique – la restauration de l'agriculture, ainsi que l'industrialisation du Sud, et l'élimination du gaspillage – vise à encourager la position de concurrence du capitalisme italien sans retourner à un système de salaires inférieurs. La solution immédiate pour la crise italienne n'est point le socialisme, mais l'esprit de sacrifice, la rationalisation économique et, pour récompense, la garantie des résultats de la « transformation de la direction politique ».

Berlinguer envisage l'éventualité de mener des campagnes démocratiques de grande envergure, par exemple au sujet de la question méridionale et du statut des femmes. Ce seront des campagnes par lesquelles on permettrait la collaboration du prolétariat avec les couches intermédiaires. Adriana Seroni avait signalé, en effet, dans la discussion qui a suivi la présentation de Berlinguer, le danger de poursuivre une ligne simplement « néo-féministe ». En même temps, on observe la disparition de l'Italie « traditionnelle » et son regroupement – jusqu'au niveau de l'alliance chancelante entre les dirigeants de la DC et l'hiérarchie catholique.

Au moment même où la Fédération des ouvriers de la métallurgie (métallo-mécaniques) se trouve au début d'un mouvement d'avant-garde comme en 1962, Berlinguer a fait appel au besoin d'un mouvement ouvrier unifié. En effet, il faut souligner qu'un mouvement unifié au lieu du *modus vivendi* actuel de la CGIL–CISL–UIL (communistes–socialistes–catholiques) serait une nécessité préalable au programme parlementaire de modération économique qui a été proposé.

En revanche, la discussion du compromis dans le parti communiste *avant* la prise de pouvoir porte une signification de type nouveau. Évidemment, au point de vue des masses catholiques et socialistes, le désir des dirigeants communistes de résoudre la question politique en faveur du compromis a été impressionnant. L'essai, dans le style même du débat, d'éclaircir sa prise de conscience des problèmes nationaux, communs, ainsi que la dominance des camarades modérés dans le parti, démontre une stratégie réfléchie. La peur du socialisme et le mépris des mesures autoritaires ou de sécurité peuvent nuire exceptionnel-

lement aux partis communistes. Le PCI, donc, essaie de clarifier ses positions et de soulager les craintes *avant* une prise de pouvoir. C'est cette éventualité que perçoivent nettement les dirigeants démocrates-chrétiens.

Le programme proposé par Berlinguer indique une stratégie de transition vers la transition, et de la démocratie comme avant-propos du socialisme. Sans doute, Berlinguer reste toujours conscient du commentaire de Marx sur le but du constitutionnalisme : assurer la soumission des pauvres aux riches. Il a fait mention en outre, cependant, à la première page du manifeste communiste, où l'on trouve la suggestion que la lutte de classe termine « ou avec la reconstitution révolutionnaire du grand public ou avec la ruine commune de toutes les classes en lutte [9] ». C'est ce dernier aspect qui domine sur l'analyse, et qui fournit une signification additionnelle à ce discours modéré, circonspect, et complexe.

VI – L'AVENIR DU PCI, ET LE CONTEXTE ACTUEL

Avant la fin de 1974, c'était évident que la force réelle du gouvernement Moro se trouvait dans la vice-présidence de La Malfa du PRI. Ugo La Malfa, qui vient de se faire élire à la présidence du PRI, se trouve toutefois dans une situation où son parti se situe à un point ambigu entre la gauche et la droite. L'importance de La Malfa reste plutôt tactique dans le régime Moro, bien que plus ça dure, plus on perçoit l'éventualité (peu probable, à vrai dire) d'une croissance républicaine comme alternative à la DC. Aldo Moro est acceptable à la gauche comme individu relativement libéral, celui qui a énoncé la thèse des « socialismes opposés ». Les socialistes, cependant, ont rejeté avec vigueur la conception d'un gouvernement quadripartite. Le PSI prendrait de l'avance dans une élection rapprochée, et a réprouvé toute possibilité d'une coalition centre–gauche du type ancien.

En même temps, les dirigeants de la DC ont maintenu le gouvernement Moro comme façade derrière laquelle ils ont dû faire des calculs angoissants. Le secrétaire de la DC, Amintore Fanfani, a dû envisager la possibilité d'une perte de 4% des voix dans une élection immédiate contre 8% dans les élections régionales au mois de juin. Peut-être vaudrait-il le sacrifice de Moro pour ne perdre que les 4% ? Il faut constater, cependant, que des calculs pareils ne changent point la tendance subie par la DC à un déclin à long terme. La jeunesse catholique – souvent sous l'influence de la renaissance marxiste – a pris une direction vers la gauche dès les premières années soixante. Au point de vue des jeunes catholiques radicaux, la DC représente les éléments les plus réactionnaires de l'Église, et son alliance « catholique » avec la bourgeoisie capitaliste et d'État est une des plus corrompues. De plus, c'est Fanfani lui-même qui a fait remarquer que, lorsqu'on lui parle d'un partisan démocrate-chrétien, il doit d'abord découvrir si c'est un être vivant ou mort dont l'on s'occupe !

9. *L'Unità*, 16 décembre 1974.

En somme, Fanfani désire conserver ses 40%, sans avoir à construire un rapport neuf et périlleux avec les partis. En ce qui concerne les coalitions quadripartites locales, elles sont hasardeuses pour le DC : d'une part, le PCI devient « opposition loyale » et dernière planche de salut et, d'autre part, les néo-fascistes deviennent toujours plus menaçants [10].

Dans le PSI, les « autonomistes » ont été en train de remporter la victoire en ce qui concerne le désaveu du programme Moro qui touche aux droits civiques. Les fédérations syndicales ont rejeté formellement tout pacte social, et la crise inéluctable au printemps ne saurait qu'affaiblir le gouvernement. À titre de récapitulation, les « autonomistes » de tendance Nenni sont hostiles, en général, à tout accord avec le PCI. Par contre, Riccardo Lombardi et ses propres adhérents autonomistes proposent la formation d'un gouvernement de la gauche, contre la DC. Ces deux courants subissent la médiation du secrétaire Francesco De Martino, qui s'est déclaré autrefois contre le compromis, pour le changement démocratique et un accord avec la DC. La tendance dans le PSI (celle de Giacomo Mancini) qui propose une entente avec la DC, qui reste, à son avis, la seule force dominante, se trouvait au début de 1975 mal en cour même avec De Martino. C'est ce dernier qui soutient maintenant l'axe préférentiel PSI-DC. Les « autonomistes » désirent la liberté de se faire manœuvrer à court terme, protégés pour l'instant de la menace d'un gouvernement de centre–droite. Les tendances autonomistes ne sont pas d'accord en ce qui concerne le destin du parti, mais ils sont du même avis en répudiant la stratégie des 51%, et de la coalition de centre–gauche ou quadripartite.

Le PSDI souffre toujours de la réputation de ses dirigeants impliqués dans les gouvernements, ou sous-gouvernements (*sotto-governo* – gouvernement occulte), y compris l'ancien ministre Tanassi, qui a été compromis dans le scandale qui concerne la direction du SID et le « putsch » néo-fasciste. En même temps, tous les partis de la gauche doivent craindre les perspectives d'un mouvement populaire vers la droite occasionné par la crise économique. Cette possibilité, signalée au congrès communiste par Longo, sépare nettement les partis de la gauche qui espèrent éviter un tel mouvement, de la gauche extra-parlementaire qui comprend la crise capitaliste comme division approfondie à l'intérieur de la bourgeoisie, et comme intensification de la lutte de classe.

Dans ce contexte fluide et confus, l'unité et la cohérence du PCI peuvent être trompeuses. Son débat a été dirigé avec des soins immenses. Dès la parution des articles en septembre–octobre 1973, qui ont été écrits par Berlinguer pour établir la comparaison entre l'Italie et le Chili [11], le secrétaire a mis tout en œuvre pour se servir des équivoques du terme « compromis » comme moyen de

10. Sur l'inquiétude des socialistes envers la collaboration (assez brève) entre la DC et le PCI à Venise, voir *Corriere della Sera*, 30 décembre 1974.
11. « Riflessioni sull'Italia dopo i fatti del Cile », *Rinascita*, 28 septembre, 5 et 12 octobre 1973.

conciliation dans le parti. D'une part, le compromis propose un renversement de la politique italienne d'après-guerre et de l'analyse de la DC comme synthèse dégaspérienne. D'autre part, il peut signifier une conciliation des masses populaires, et un prolongement du sens de « bloc historique » et d'hégémonie prolétaire.

Dans un certain sens, le « compromis » est devenu trop restrictif – et d'une généralité trop élargie – dans une situation inconstante. En tout cas, l'avant-propos du congrès est resté celui de l'entretien de la droite, de Giorgio Amendola, et de la gauche, de Pietro Ingrao. Pour Berlinguer, la tâche de conciliation doit aussi être accompagnée d'une interprétation plutôt de « gauche » en ce qui touche à la définition de *svolta* et/ou *compromesso*. Le compromis ne doit pas permettre à la DC de se réformer. On ne doit pas sembler se « compromettre » face à un mouvement ouvriériste d'inspiration FLM ou même de la *Lotta continua*.

D'autre part, un « compromis » avec le parti d'une bourgeoisie d'État elle-même impliquée dans les complots fascistes ne peut pas être mis en accord avec la résistance communiste à l'extrémisme. Le rôle principal rempli par l'Italie dans la stratégie de l'OTAN est souligné en ce moment par l'insistance de quelques généraux italiens sur la nécessité d'une capacité nucléaire nationale. En somme, pour les communistes il y a des limites manifestes à la politique de compromis.

La formule du « changement démocratique » a fourni un espace élargi à Berlinguer – plus élargi que le « compromis » originaire. Au point de vue d'Ingrao, cependant, le « compromis » est un engagement fait trop tôt et trop profondément sans préparation théorique solide. En outre, bien qu'à présent le PSI ne poursuive pas une politique d'alliance comparable à celle proposée entre les socialistes français et le groupe de Lecanuet, une telle possibilité comparable existe toujours. Le « compromis » pourrait engendrer une concurrence désastreuse pour les deux partis. Il faut se souvenir, de plus, que c'est précisément la fragmentation et la structure complexe de la classe ouvrière dans la période du capitalisme monopoliste qui permet les aventures politiques populistes et les accords avec les couches sociales intermédiaires et parasitaires. La transformation des partis prolétaires en partis de masse non socialistes est d'origine économico-sociale.

À ce point de vue, le débat touchant sur la stratégie du 51% était tout à fait stérile. D'autre part, la politique du compromis n'est pas un dépassement de ce débat, mais simplement un retour à la politique du Togliatti (énoncée au VIII[e] congrès de 1956) du « dialogue ». Lucio Magri a signalé que la DC, cependant, se dresse comme parti de la médiation entre le grand capital et la couche intermédiaire et parasitaire. Le but du compromis pourrait être une stratégie cynique des 91%, de l'unification du rouge et du blanc. Tacitement, c'est le sens péjoratif de compromis, surtout dans une position assez favorable au point de vue politique, qui inquiète la gauche [12].

12. *Il manifesto*, 6 novembre 1973 et 23 août 1974, par Lucio MAGRI : voir aussi Luigi PINTOR, 28 octobre 1973.

À la suite au XIV^e congrès, on voit nettement le contraste entre la prise de position (celle d'Amendola, par exemple) qui vise à un compromis immédiat, sans perte de temps, et celle de la gauche. Celle-ci insiste pour que la DC soit écrasée, démolie, afin que le PCI puisse faire le compromis avec ses membres amputés. Quant à Berlinguer, c'est évident qu'il considère comme épuisée la stratégie des 51% et également celle du centre–gauche. La politique de la *svolta* est représentée comme synonyme du « compromis », la politique de 1972 comme étroitement liée à la ligne classique du parti. En revanche, bien que les chefs de la « quatrième génération » communiste, tels Rino Serri de Veneto, Adalberto Minucci de Piedmont et Achille Occhetto de Sicile, soient des professionnels du compromis, ceci paraît plutôt traditionnel qu'une adaptation de la théorie classique à un stade nouveau. C'est surtout Ingrao qui insiste sur le caractère tactique du compromis. Avant le congrès, Longo lui-même avait fait preuve d'un scepticisme concernant le compromis, comme le font à leur tour Napolitano et Terracini.

La réponse démocrate-chrétienne au congrès a peut-être aidé Berlinguer à maintenir sa flexibilité. Fanfani a proposé une stratégie démocrate-chrétienne d'ordre public, de *law and order*. Même Piccoli, le chef des députés démocrates-chrétiens, a déclaré que l'ordre public ne saurait pas être une philosophie d'État. Évidemment, Fanfani n'a ni l'intention ni la compétence de résoudre la crise politique et intellectuelle de son parti. Même en ce qui concerne la survivance de Moro, Fanfani ne possède pas l'initiative qui lui permettrait de choisir entre les élections politiques ou régionales. « L'ordre public » n'est qu'un mot d'ordre imprécis dirigé vers les craintes des électeurs traditionnels. La réforme politique, on peut ajouter, ne peut pas être transformée en une simple réforme de la police. Le refus de Fanfani de prendre la crise au sérieux est en effet une décision de s'animer aussi peu que possible, d'éviter les analyses publiques de fond, et de tenter de survivre, toujours en demeurant maître de ses 40%.

En terminant, on peut faire remarquer que la stratégie de « changement–compromis » énoncée par Berlinguer, à présent nuancée vers la gauche, n'admet point un jugement rapide. La politique reste unique, flexible, et subtile, mais en ce qui touche à son succès national et international, on ne peut qu'attendre. Deuxièmement, le PCI, suivant le modèle des pays de l'Est, s'appuie sur les couches intermédiaires comme alliées de classe et force décisive dans la transformation de la politique actuelle et la formation d'une majorité nouvelle. Le parti, cependant, maintient la conception de l'hégémonie prolétarienne, sinon de sa dictature, dans le processus de la transition vers la transition. On peut se demander si ce n'est pas une diminution du rôle de classe à l'avantage de l'analyse des sociétés de masse, dominées par la technocratie nationale ou internationale.

En troisième lieu, la combinaison d'autonomie européenne et nationale paraît dans le court terme trop contradictoire, ou peut-être trop provisoire. Dans la crise actuelle, le socialisme n'est pas à la portée du PCI, et l'on se demande si

l'Europe démocratique et capitaliste ne serait pas assez peu convenable au développement envisagé par les partis communistes et socialistes.

D'autre part, le PCI est devenu un parti intelligent et solide, malgré son passé de victoires partielles et d'erreurs profondes [13]. Le rapport de Berlinguer au congrès, et en décembre, et le succès que son interprétation a obtenu auprès de la majorité de ses auditeurs démontrent une confiance et un contrôle formidable, et il se peut que l'intensité de l'engagement communiste italien produise une pratique effective de la transition à long terme.

VII – CONCLUSIONS

Depuis les années cinquante, le PCI n'a pas connu une orthodoxie véritable, dogmatique, « internationaliste ». L'orthodoxie italienne même n'avait jamais subi l'expérience stalinienne au niveau de la théorie marxiste. Le pluralisme du débat à l'intérieur du parti actuel, de même que la gauche qui reste plutôt faible, oblige les dirigeants de représenter les militants et la classe ouvrière avec une précision sensible. On doit se rappeler, cependant, tout en faisant l'analyse des courants dans le parti, que la crise actuelle est une crise de son opposition, des structures et des idéologies traditionnelles autant que du capitalisme moderne. Si le PCI juge que la crise n'est pas « révolutionnaire », et qu'il faut réagir plutôt qu'agir, il poursuit une analyse néanmoins consciente de la force réelle du prolétariat italien et aussi du pouvoir communiste international. On se concerne toujours avec la lutte italienne antifasciste – fascisme dans toutes ses formes – qui a été le processus historique de la transformation récente de la politique et de la lutte des classes italiennes dans un sens socialiste.

On doit prévoir un changement de longue durée, et définitivement profond, en ce qui concerne les frontières de classe sociologiques et politiques, face à la crise italienne. Le déclin de la présence hégémonique de la démocratie chrétienne comporte des possibilités d'une réaction politique de la part des « couches intermédiaires ». Une intervention militaire contre le PCI, dirigée par l'armée italienne, reste peu probable, mais cette répugnance même tend à augmenter le prospect d'une intervention américaine directe. Fanfani, par contre, envisage un appel non subversif à la force conservatrice des couches intermédiaires – c'est-à-dire, il propose un nouvel équilibre en opposition à la gauche, équilibre à moitié conservateur, à moitié réactionnaire et autoritaire, contre lequel le PCI devra, à notre avis, *protéger* la classe ouvrière.

Le compromis historique représente tout d'abord la flexibilité tactique à l'intérieur du parti, mot d'ordre de l'unité réalisée par Berlinguer. Par contre, cette flexibilité d'interprétation reste plutôt différente de la flexibilité du PCF envers la politique française en général, ce qui lui a permis un « durcissement »

13. Voir, par exemple, *Il 1943. Le origini della rivoluzione antifascista* ; *Critica marxista*, Quaderni nº 7, 1974.

récent. Le PCI se trouve « captif » de sa politique conciliatrice, établie depuis longtemps. On aurait tort de croire que l'adhésion de date récente des couches intermédiaires ait une influence majeure sur la ligne actuelle du parti. La victoire des « marxistes historicistes », de « l'Italie populaire sous l'hégémonie du prolétariat » avait été remportée par 1962, sinon en 1956.

Toujours en contraste avec le PCF, la stratégie intérieure du PCI vise à la possibilité d'englober les socialistes, bien qu'on rejette des « fronts » et s'appuie sur l'autonomie des partis de la gauche. À long terme, la stratégie du PCI reste l'établissement d'un État constitutionnel socialiste, mais pour l'instant il faut insister sur l'unité du parti, plutôt que sur son pluralisme et la coïncidence avec quelques positions socialistes. En somme, le compromis historique comme symbole de l'unité du parti implique un certain refus du pouvoir partagé, également avec le PSI et avec la DC. Peut-être, dans une crise approfondie, le PCI voudrait que la DC accepte son offre de compromis. Mais, à présent, les avantages de « gérer la crise capitaliste en alliance avec la bourgeoisie » sont peu nombreux. Dans le PCI lui-même il existe encore un décalage entre son appui politique et électoral, et son organisation industrielle, division qui reflète l'histoire récente d'un économisme militant ouvrier et d'un gauchisme anarchisant, autant que d'une défection partielle des militants communistes. En outre, dans une perspective modérée, la tactique du mot d'ordre du compromis devient automatiquement une stratégie d'agression, en sorte qu'elle soit rejetée par la DC.

Cependant, la stratégie de Berlinguer n'est plus l'appel, peu réfléchi, aux dirigeants de la DC. C'est plus « ouvert » aux socialistes, mais on doit aussi tenir compte du fait que c'est à la *masse* démocrate chrétienne plutôt qu'à sa *gauche* que Berlinguer a fait son offre. Ceci implique une stratégie de long terme. En ce qui concerne les « offres » politiques aux électeurs du PCI, on perçoit un vide quelconque. Comme Fanfani, le PCI peut offrir aux couches intermédiaires une politique d'« ordre ». À la classe ouvrière, le PCI n'offre qu'un pouvoir *partagé,* pareil à la cogestion économique. Selon Chiaromonte, le secteur public de l'économie est déjà « ample et robuste » – et il y reste seulement la réforme agraire qui pourrait apporter le bienfait immédiat d'une participation gouvernementale. On ne doit pas s'étonner si le « compromis » reste de longtemps un geste verbal et unilatéral.

En Europe, il y a plusieurs « compromis historiques » à l'ordre du jour, proposés par les partis communistes – par exemple, avec les forces armées (par le PCP) et avec les socialistes (par le PCF). Le compromis entre le PCI et les catholiques vise surtout à une alliance populaire plutôt que de gauche (et la gauche de la DC reste assez faible), mais sa logique participe à la logique communiste internationale. Vu la menace d'une réaction autoritaire, et la confiance des partis communistes que la voie démocratique est le seul moyen correct de prendre le pouvoir au stade actuel du capitalisme, la politique du PCI paraît logique et délibérée.